

La recherche de l'excédent commercial doit-elle être un objectif de la politique économique ?

© Joël Kermet _ 2011

L'excédent commercial correspond à une différence positive entre les exportations et les importations de biens et services d'un pays¹. A l'heure où l'excédent commercial allemand suscite des convoitises (154 milliards d'euros en 2010) et où les pays du G20 s'interrogent en février 2011 sur la mise en place d'indicateurs sur les déséquilibres mondiaux, la question du solde de la balance commerciale prend un relief tout particulier. Figurant parmi les quatre objectifs du carré magique de Kaldor, il témoigne de la persistance des idées mercantilistes. La période récente s'apparente d'ailleurs à une guerre des monnaies, chaque pays essayant de tirer son taux de change vers le bas afin d'augmenter sa compétitivité et d'obtenir un excédent commercial. Pour autant, les pouvoirs publics ont-ils raison de viser l'excédent commercial ? Vouloir à tout prix un excédent commercial est-il forcément bon ? Quelle place faut-il accorder à l'objectif d'excédent commercial au sein de la politique économique ?

I – Obtenir un excédent commercial a des avantages et à ce titre il peut être souhaitable de le rechercher

A – L'intérêt économique

L'excédent commercial signifie de fortes exportations permettant d'obtenir des économies d'échelle, des gains de productivité, une hausse des salaires et de l'emploi.

Par le multiplicateur du commerce extérieur, une hausse des exportations entraînera une hausse plus que proportionnelle du revenu national.

C'est aussi un signe de compétitivité de l'économie nationale. D'où une plus grande confiance des investisseurs et plus d'IDE. En outre, les recettes d'exportations pourront être réinvesties.

L'excédent commercial est liée à une forte épargne, or l'épargne est vecteur de croissance via les investissements qu'elle permet.

C'est enfin un signe de richesse et de croissance : Chine et Allemagne en 2011. Ces deux pays ont d'ailleurs mieux résisté à la crise.

B – L'intérêt monétaire et financier

L'entrée de devises renforce la monnaie. Cf. le cercle vertueux du pays à monnaie forte : RFA et Japon dans les années 1970 et 1980.

L'excédent commercial peut constituer une réserve en cas de vaches maigres. L'excédent d'aujourd'hui peut servir à compenser le déficit de demain, ce qui évitera peut être une dévaluation.

D'ailleurs en 2010, les pays européens avec des excédents commerciaux (Allemagne) ont été épargnés par la hausse des taux sur les obligations souveraines, à l'inverse des pays connaissant de gros déficits, signe d'une difficulté à rembourser la dette publique (Grèce, Portugal, Espagne).

L'excédent commercial permet d'atténuer la contrainte extérieure sur le plan du taux de change et des emprunts externes.

C – Les divers moyens de l'obtenir

La dévaluation quand elle respecte certaines conditions (cf. les conditions d'une dévaluation réussie), la politique de rigueur (suppression des déficits jumeaux), la désinflation compétitive, la politique structurelle favorable aux entreprises (baisse de la fiscalité, politique industrielle d'attractivité), les subventions (Airbus et les créations d'emplois dans la région de Toulouse). Ces politiques, quand elles sont menées avec intelligence, d'améliorer le tissu productif du pays et de gagner en productivité. C'est d'ailleurs une préconisation du FMI dans les plans d'ajustement structurel.

¹ Dans la comptabilité nationale française, le terme d'excédent commercial est réservé aux échanges de biens, hors services.

II – Pour autant, vouloir atteindre à tout prix un excédent commercial peut s’avérer contre productif

A – Un objectif contestable : la remise en cause des théories mercantilistes

Ce sont les importations qui procurent les gains à l’échange, car elles permettent d’acquérir un produit moins cher que si on le produisait soi-même. C’est ce qu’on a montré des économistes comme Ricardo avec la théorie de la spécialisation internationale et Bastiat avec les gains à l’échange du consommateur par les importations (Cf. *Le capitaine au long cours*).

Le commerce international n’est pas un jeu à somme nulle comme le pensent les mercantilistes mais à somme positive. Comme tous les pays ne peuvent avoir en même temps un excédent, la recherche par tous les pays d’un excédent va aboutir à une guerre commerciale et risque d’amener au protectionnisme.

L’entrée de devises, tant prisée par les mercantilistes, risque d’entraîner une inflation importée (cas de la RFA à la fin des années 1960 avec le système de changes fixes de Bretton Woods)

B – Un objectif pas nécessaire à la bonne santé de l’économie

Des pays en excédent peuvent connaître la stagnation : c’est le cas du Japon de 1990 à nos jours ; on peut aussi citer la mauvaise utilisation de la rente pétrolière dans de nombreux pays (pays de l’OPEP) A l’inverse, le Royaume-Uni au 19^{ème} et USA après 1971 ont connu des déficits commerciaux tout en étant les premières puissances économiques mondiales ; les pays émergents connaissent souvent un déficit, leur industrialisation nécessitant l’importation de lourds équipements

Plus globalement, un déficit commercial correspond sur le plan de comptabilité nationale à une épargne nationale inférieure à l’investissement, c’est à dire que les résidents du pays investissent plus qu’ils n’épargnent, qu’ils ont donc une préférence pour le présent, il n’y a là rien d’alarmant C’est la balance des paiements dans son ensemble qui importe : un déficit de la balance peut être compensée par un excédent des transferts de revenus et aboutir à une balance courante équilibrée. De toute manière, la balance des paiements, par construction, est toujours équilibrée.

C – Un objectif parfois nocif

L’objectif d’excédent peut se faire au détriment d’autres : croissance, emploi, salaires. Par exemple, le blocage des salaires peut contribuer à l’excédent commercial mais diminuera le pouvoir d’achat. L’excédent chinois est obtenu grâce à de faibles salaires et de mauvaises conditions de travail.

La recherche de l’excédent peut s’avérer préjudiciable : par exemple, une désinflation trop forte peut entraîner une déflation avec une baisse du crédit et des investissements ; inversement, des dévaluations en chaîne peuvent mener le pays dans le cercle vicieux des pays à monnaie faible.

Dans une logique keynésienne, l’objectif d’excédent commercial peut être nuisible en interdisant toute politique de relance qui risquerait d’entraîner un déficit commercial.

Conclusion :

Le poids des symboles peut expliquer le maintien du mythe de la balance commerciale excédentaire, les exportations étant comptabilisées avec un « + » et les importations avec un « - ». Pour autant, l’excédent n’est pas un critère très important ; l’excédent suit les cycles économiques et le niveau de développement du pays (théorie du cycle de la balance des paiements), il n’est ou n’est pas, il n’a pas à être favorisé.

L’excédent peut être vu comme la conséquence naturelle d’une bonne gestion de l’économie, il n’a pas à être recherché pour lui-même. Il est *donné par surcroît*² en quelque sorte.

² « Cherchez d’abord le Royaume et sa justice, et tout cela vous sera donné par surcroît », Evangile selon saint Mathieu VI, 33.